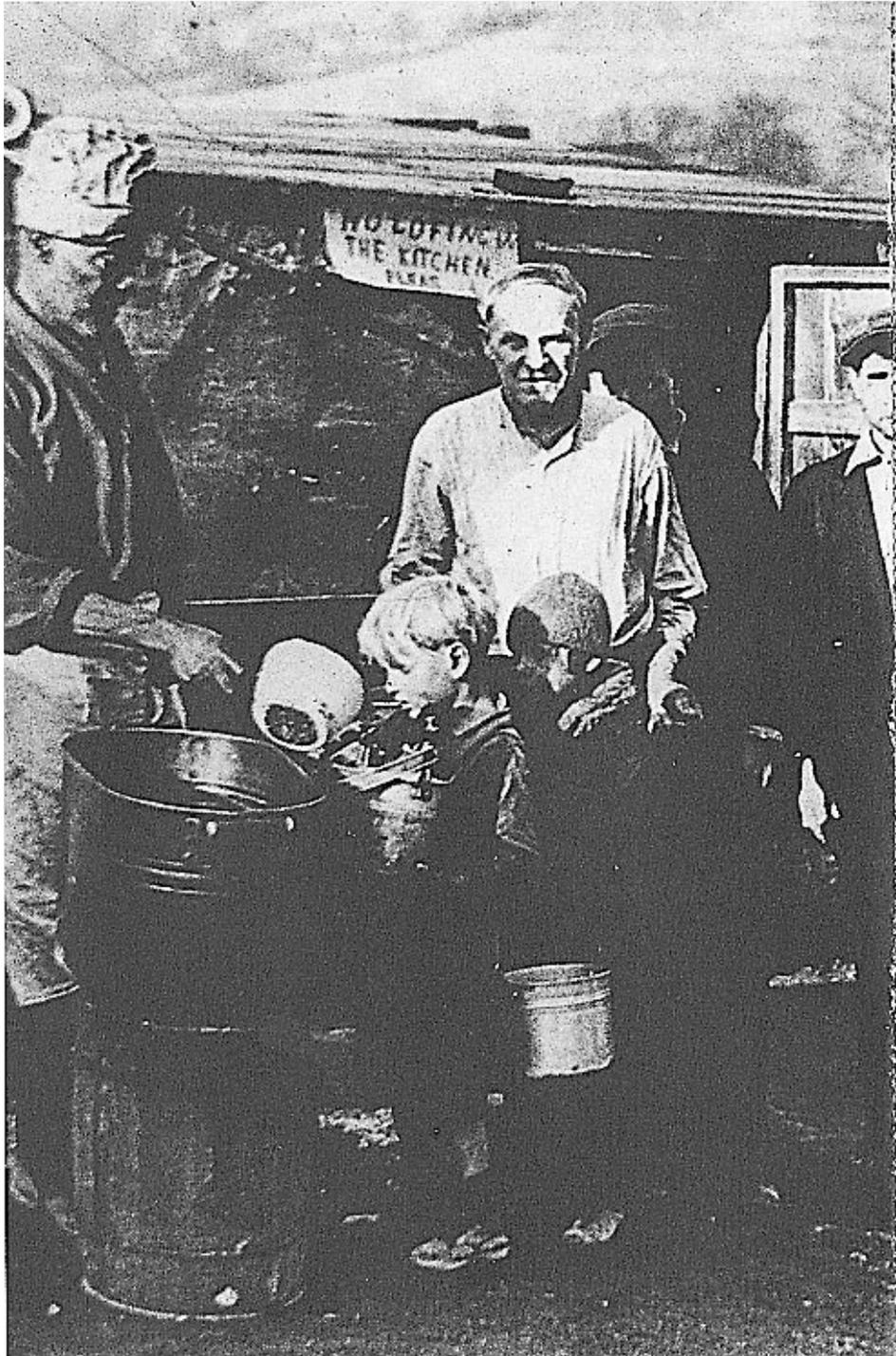


Soupe populaire vers 1930.





ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS
CHAPITRE NEUF

IX

**GUERRE,
PROSPERITE
ET CRISE
ECONOMIQUE**

«L'AFFAIRE DE L'AMERIQUE, C'EST DE FAIRE DES AFFAIRES.»

Président Calvin Coolidge, 1925

LA GUERRE ET LES DROITS DES NEUTRES

En 1914, le déclenchement des hostilités en Europe prit totalement par surprise l'opinion publique américaine. Au début, l'affrontement semblait lointain, mais ses répercussions politiques et économiques ne tardèrent pas à se faire sentir profondément. En 1915, l'industrie américaine, qui avait été légèrement en crise, prospérait à nouveau, grâce aux commandes de munitions passées par les alliés occidentaux. Les deux camps firent assaut de propagande pour soulever les passions des Américains, dont un tiers étaient nés à l'étranger ou avaient au moins un parent né à l'étranger. En outre, la Grande-Bretagne et l'Allemagne avaient l'une et l'autre commis des actes d'agression contre les bâtiments américains en haute mer, ce qui avait entraîné les vives protestations du président Woodrow Wilson. Mais les différends entre les Etats-Unis et l'Allemagne prirent un tour de plus en plus inquiétant.

En février 1915, les chefs militaires allemands annoncèrent qu'ils attaqueraient tout navire marchand naviguant dans les eaux britanniques ou à proximité de celles-ci. Wilson fit savoir que les Etats-Unis, en leur qualité d'Etat neutre, n'abandonneraient pas leur droit traditionnel de commercer en haute mer, mais apparemment ni l'Allemagne ni la Grande-Bretagne ne souscrivaient à cette manière de voir. Le Président n'en déclara pas moins que le pays tiendrait l'Allemagne pour «directement responsable» de la perte de vies ou de navires américains. Peu après, au printemps 1915, un paquebot de ligne britannique, le *Lusitania*, fut

coulé avec près de 1 200 personnes, dont 128 Américains. Cet acte déchaîna une vague d'indignation aux Etats-Unis.

Soucieuse d'éviter toute déclaration de guerre de la part des Etats-Unis, l'Allemagne donna l'ordre aux commandants de ses sous-marins de lancer des sommations à tous les vaisseaux naviguant sur les océans – même s'ils battaient pavillon ennemi – avant d'ouvrir le feu. Pourtant, le 19 août, ces consignes furent enfreintes et le vapeur britannique *Arabic* fut coulé sans sommation. En mars 1916, les Allemands torpillèrent le navire français *Sussex*, blessant plusieurs Américains. Le président Wilson lança un ultimatum aux termes duquel les Etats-Unis rompraient leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne si celle-ci n'abandonnait pas ses méthodes de guerre sous-marine. L'Allemagne céda.

En conséquence, Wilson put se faire réélire cette année-là, notamment grâce à la vigueur du slogan de son parti : «Il nous a tenus à l'écart de la guerre.» En janvier 1917, dans un discours prononcé devant le Sénat, Wilson en appelait à «une paix sans victoire» qui, selon lui, était la seule sorte de paix durable.

**LES
ETATS-UNIS
ENTRENT
DANS LA
PREMIERE
GUERRE
MONDIALE**

Le 22 janvier 1917, le gouvernement allemand annonça qu'il allait se lancer dans une guerre sous-marine à outrance. Après la perte de cinq bateaux américains en avril, Wilson demanda au Congrès de déclarer la guerre. Immédiatement, le gouvernement entreprit de mobiliser l'armée, l'industrie, les travailleurs et les agriculteurs. En octobre 1918, à la veille de la victoire alliée, une armée de plus de 1 750 000 soldats américains était déployée en France.

La marine des Etats-Unis apporta une aide décisive aux Britanniques pour forcer le blocus sous-marin. Pendant l'été 1918, qui vit se produire l'offensive allemande longtemps attendue, les troupes américaines placées sous le commandement du général John J. Pershing jouèrent un rôle capital dans les combats terrestres. En novembre, par exemple, les Américains prirent une part importante à l'offensive de la Meuse et de l'Argonne, qui brisa la fameuse ligne Hindenburg établie par les Allemands.

Le président Wilson contribua également, dans une large mesure, à hâter la fin des hostilités en définissant les buts de guerre des alliés et en soulignant que le conflit n'était pas dirigé contre le peuple allemand, mais contre son gouvernement autocratique. Les célèbres quatorze points qu'il avait présentés au Sénat en janvier 1918, comme base d'une paix juste, prévoyaient l'abandon de la diplomatie internationale secrète, la garantie de la liberté des mers, l'abolition des barrières douanières entre les nations, la réduction des arsenaux nationaux et le règlement des revendications coloniales en tenant compte des intérêts des populations concernées. D'autres points visaient à accorder l'autonomie et la liberté de développement économique à divers peuples européens. Le quatorzième point était la clef de voûte de l'édifice de paix imaginé par Wilson : la création d'une Société des Nations pour offrir «des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale à toutes les nations, grandes ou petites». Au cours de l'été 1918, alors que ses troupes étaient en déroute, le gouvernement allemand fit appel à Wilson pour négocier sur la base des quatorze points. Le Président prit conseil de ses alliés qui acceptèrent la proposition allemande. Un armistice fut conclu le 11 novembre.

**LA SOCIÉTÉ
DES NATIONS**

Wilson espérait que le traité final prendrait la forme d'une paix négociée, mais il craignait que les passions soulevées par la guerre ne poussent les alliés à présenter des exigences exorbitantes, ce en quoi il avait raison. La notion d'autodétermination se révéla impossible à appliquer. Persuadé que son plus grand espoir de paix, la Société des Nations, ne deviendrait jamais une réalité s'il ne faisait pas des concessions aux alliés, Wilson accepta des compromis sur les questions de l'autodétermination, de la diplomatie ouverte et d'autres points spécifiques au cours des négociations de paix à Paris. Pourtant, il s'opposa aux exigences du président du Conseil français, Georges Clemenceau, qui voulait détacher toute la Rhénanie de l'Allemagne, et il empêcha la France d'annexer le bassin de la Sarre, tout comme il fit échouer une proposition destinée à faire porter à l'Allemagne tout le poids

des dépenses de guerre – bien que le traité de Versailles lui imposât un lourd tribut de réparations.

En fin de compte, il ne subsista pas grand-chose des propositions de Wilson pour une paix généreuse et durable, sauf la Société des Nations – et le Président dut subir l'ultime affront de voir son pays refuser d'y adhérer. En partie sur une erreur de jugement de sa part, Wilson avait eu le tort de ne pas emmener avec lui à Paris un dirigeant de l'opposition, membre du parti républicain, pour participer aux travaux de la commission de la paix. A son retour, lorsqu'il demanda aux Américains d'adhérer à la Société des Nations, il refusa de faire la plus petite concession, ce qui lui aurait permis d'obtenir la ratification du traité de la part d'un Sénat majoritairement républicain.

Après avoir perdu la bataille à Washington, Wilson plaida sa cause devant le peuple américain au cours d'un voyage qui l'amena dans l'ensemble du pays. Le 25 septembre 1919, alors qu'il se trouvait à Pueblo, dans le Colorado, physiquement épuisé par la difficulté des négociations de paix et par les pressions que lui avait imposées l'exercice de la présidence en temps de guerre, il fut victime d'une attaque qui le laissa paralysé ; il ne devait jamais s'en remettre totalement. En mars 1920, le Sénat, au cours d'un vote final, rejeta à la fois le traité de Versailles et le pacte de la Société des Nations. En conséquence, la S.D.N., privée de la présence des Etats-Unis et de la Russie, manqua toujours de force et de cohésion.

La foi de Wilson dans les fondements juridiques et moraux de la guerre et de la paix avait imprimé un puissant élan à son pays. Pourtant, quand les événements ne répondirent pas à cette attente optimiste, l'idéalisme suscité par les idées de Wilson fit place à la déception, et le pays se retrancha dans l'isolationnisme.

La transition de la guerre à la paix fut, pour beaucoup, tumultueuse. Une gigantesque épidémie de grippe espagnole, qui avait déferlé sur toute l'Europe en 1917, éclata aux Etats-Unis au printemps 1918. Avant de disparaître un

an plus tard, aussi mystérieusement qu'elle était venue, elle avait coûté la vie à plus de 500 000 Américains.

Une forte expansion avait accompagné l'immédiat après-guerre, mais elle avait engendré des espérances qui se dissipèrent rapidement lorsque l'économie reprit son cours normal. Aussi les travailleurs commencèrent-ils à protester contre la hausse du coût de la vie, la durée prolongée de la semaine de travail et l'attitude d'un patronat fort peu compréhensif. Rien qu'en 1919, on compta plus de 4 millions de grévistes. Pis encore, au cours de l'été, des émeutes raciales se produisirent à la fois dans le Nord et dans le Sud.

Et pourtant, l'événement qui provoqua le plus d'inquiétude et d'indignation s'était produit deux ans plus tôt, bien loin des Etats-Unis : c'était la révolution bolchévique de 1917 en Russie. Les Américains, dont le moral était au plus bas, se mirent à craindre qu'une petite minorité puisse s'emparer du pouvoir chez eux, comme cela avait été le cas en Russie. Ces craintes se matérialisèrent en avril 1919. En effet, le service des postes intercepta près de quarante bombes placées dans des colis adressés à des personnalités en vue.

Le secrétaire à la Justice, A. Mitchell Palmer, créa au sein de son ministère un nouveau bureau fédéral chargé des enquêtes ; ce fut le FBI (Federal Bureau of Investigation), à la tête duquel il plaça J. Edgar Hoover. Celui-ci se mit à constituer des dossiers sur les extrémistes connus ; des perquisitions aux sièges de diverses organisations conduisirent à l'expulsion de nombreux étrangers. En dépit des sinistres mises en garde de Palmer, qui entretenaient «la terreur rouge», les menaces ne se concrétisèrent jamais ; au cours de l'été 1920, le peuple américain avait compris que les Etats-Unis n'avaient rien à craindre de l'anarchie.

**LE BOOM DES
ANNEES 1920**

Lors de l'élection présidentielle de 1920, la victoire écrasante du républicain Warren G. Harding prouva que l'internationalisme et l'idéalisme wilsoniens faisaient l'objet d'un désintérêt général. Comme l'expliqua le journaliste William Allen White, le peuple américain était «fatigué des grands problèmes, écéuré des idéaux et las d'être noble».

Les élections de 1920 permirent pour la première fois aux femmes de tout le pays de voter pour un candidat présidentiel. En 1919, le Congrès avait soumis à la ratification des Etats le Dix-neuvième Amendement à la Constitution qui, adopté en temps utile, permit aux électrices de participer au scrutin dès l'année suivante.

En accord avec la prospérité générale (au moins dans les zones urbaines), la politique gouvernementale des années 1920 fut éminemment conservatrice. Elle reposait sur le principe suivant : si le gouvernement faisait son possible pour favoriser l'entreprise privée, la prospérité s'étendrait finalement à l'ensemble de la population.

Aussi la politique des républicains visa-t-elle à créer les conditions les plus favorables pour l'industrie américaine. Les nouveaux tarifs douaniers mis en place en 1922 et 1930 portèrent les droits de douane à des niveaux records, ce qui garantissait à l'industrie américaine un monopole sur le marché intérieur, dans tous les secteurs. Le second de ces tarifs, introduit par la loi Smoot-Hawley de 1930, établissait des barrières douanières si élevées que plus de mille économistes adressèrent une pétition au président Herbert Hoover pour qu'il y opposât son veto : la suite des événements allait prouver la justesse de leurs prédictions, car les autres nations prirent bientôt des mesures de rétorsion coûteuses pour les Etats-Unis. En même temps, le gouvernement fédéral entamait un programme d'allègements fiscaux, conformément aux convictions du secrétaire au Trésor, Andrew Mellon, pour qui l'élévation du taux de l'impôt sur le revenu empêchait les riches d'investir dans de nouvelles entreprises industrielles. Le Congrès, par une série de lois adoptées entre 1921 et 1929, répondit favorablement à ses propositions demandant l'abolition pure et simple ou une réduction considérable des impôts perçus en temps de guerre sur le revenu et les super-bénéfices, ainsi que des prélèvements opérés sur les sociétés.

«L'affaire de l'Amérique, c'est de faire des affaires», disait Calvin Coolidge, l'ancien vice-président qui avait succédé à Harding en 1923, à la mort de celui-ci. Cet homme rigoureux, originaire du Vermont, fut élu ensuite pour ses propres mérites, en 1924. Coolidge continua de pratiquer la politique

économique conservatrice du parti républicain, mais c'était un administrateur bien plus capable que l'infortuné Harding, dont le mandat fut terni par des accusations de corruption au cours des mois qui précédèrent sa mort.

Tout au long des années 1920, l'entreprise privée reçut des encouragements importants et put bénéficier notamment de prêts à la construction, de tarifs postaux avantageux et d'autres subventions indirectes. La loi de 1920 sur les transports (*Transportation Act*), par exemple, avait déjà privatisé les chemins de fer nationaux qui s'étaient trouvés placés sous le contrôle de l'Etat pendant la guerre. La marine marchande, qui avait été détenue et en grande partie gérée par le gouvernement de 1917 à 1920, fut vendue à des entreprises privées.

La politique agricole des républicains faisait pourtant l'objet de critiques grandissantes, car le monde rural ne recevait pas toute sa part de la croissance économique des années 1920. Les deux décennies de 1900 à 1920 avaient favorisé la prospérité générale des agriculteurs et entraîné une augmentation des prix dans ce domaine, car la demande sans précédent de produits agricoles pendant la guerre avait vigoureusement stimulé la production. Les cultivateurs s'étaient mis à exploiter des terres pauvres qui avaient été laissées longtemps en jachère ou n'avaient jamais été défrichées. A mesure qu'augmentait la valeur de leurs exploitations agricoles, ils commencèrent à acheter les biens de consommation et d'équipement qu'ils n'avaient jamais été à même de se procurer auparavant. Mais, à la fin des années 1920, quand se tarit abruptement la demande du temps de guerre, la production agricole de caractère commercial, celle des céréales de première nécessité, blé ou maïs par exemple, diminua fortement. Bien des facteurs entraient en ligne de compte pour expliquer la crise de l'agriculture américaine, mais le principal d'entre eux fut la perte des marchés étrangers. Les agriculteurs américains avaient du mal à vendre leurs produits dans des pays où les Etats-Unis ne pouvaient guère acheter de marchandises à cause des droits de douane frappant les importations. Les portes du marché mondial étaient en train de se refermer lentement. Quand la Grande Crise se produisit dans les années 1930, elle ruina une agriculture déjà fragilisée.

**TENSIONS
DANS LE
DOMAINE
DE L'IMMI-
GRATION**

Les restrictions imposées à l'immigration au cours des années 1920 marquèrent un changement d'orientation considérable dans la politique des Etats-Unis. L'immigration avait pris des proportions importantes à la fin du XIX^e siècle et avait connu son apogée au début du XX^e. Entre 1910 et 1915, par exemple, plus de treize millions d'immigrants étaient entrés aux Etats-Unis, parmi lesquels une majorité de personnes originaires du Sud et de l'Est de l'Europe. Nombre d'entre eux étaient juifs ou catholiques, ce qui inquiéta beaucoup d'Américains de vieille souche, qui étaient, pour la plupart, anglo-saxons et protestants. Certains se montrèrent hostiles aux nouveaux venus parce qu'ils leur disputaient les emplois les plus mal payés, d'autres parce qu'ils conservaient les coutumes qu'ils avaient apportées de l'Ancien Continent, se regroupaient souvent dans de véritables enclaves ethniques et paraissaient refuser toute assimilation à la culture américaine.

A la suite du nouvel afflux d'immigrants après la Première Guerre mondiale, les protestations des Américains de naissance s'intensifièrent. Une résurgence du Ku Klux Klan s'organisa pour réclamer un «américanisme à 100 %». Contrairement au Klan du temps de la reconstruction, la nouvelle organisation limita son recrutement à des protestants de race blanche nés en Amérique et fit campagne contre les catholiques, les juifs et les immigrants autant que contre les Afro-Américains. En redéfinissant ses ennemis, le Klan élargit son audience à certaines parties du Nord et du Midwest. Pour un temps, le nombre de ses membres s'accrut considérablement.

Le sentiment d'hostilité envers les immigrés se traduisit par une série de mesures dont le point culminant fut l'adoption de la loi de 1924 sur les quotas d'immigration (*Immigration Quota Law*), complétée par une loi de 1929. Ces textes limitaient le nombre annuel des immigrants à 150 000 personnes réparties entre les différentes nationalités en proportion du nombre de leurs compatriotes déjà installés sur le territoire américain en 1920. Ces restrictions eurent pour effet de réduire l'attrait des organisations de défense des Américains de souche ; la Grande Crise des années 1930 entraîna également une chute brutale de l'immigration.

LE CHOC DES CULTURES

Pendant les années 1920, certains Américains manifestèrent leur mécontentement face à certains traits de la vie moderne en revenant aux valeurs familiales et religieuses. Simultanément, une société de plus en plus laïque et urbanisée entraînait en conflit avec les traditions rurales plus anciennes. Beaucoup de nostalgiques, qui regrettaient la simplicité des mœurs du bon vieux temps, se réfugièrent dans le fondamentalisme que leur proposaient des prédicateurs comme Billy Sunday, ancien joueur de base-ball professionnel devenu évangéliste.

La manifestation la plus spectaculaire de cette attitude passéiste fut sans doute la croisade des fondamentalistes opposant la Bible au darwinisme et à sa théorie de l'évolution. Pendant les années 1920, des projets de loi visant à interdire l'enseignement de l'évolutionnisme firent leur apparition dans les assemblées législatives des Etats du Sud et du Midwest. A la tête de cette croisade se trouvait, contre toute attente, le vieux William Jennings Bryan qui avait adroitement su concilier son hostilité militante à l'évolutionnisme et ses projets économiques extrémistes de jadis ; selon lui, l'évolutionnisme «décourageait les réformes parce qu'il niait tout besoin ou toute possibilité de régénération spirituelle».

La querelle atteignit son paroxysme en 1925, année durant laquelle l'American Civil Liberties Union mit en cause, devant la justice du Tennessee, la première loi hostile à l'enseignement de l'évolutionnisme. Un jeune professeur de lycée, John Scopes, avait été traduit devant les tribunaux pour avoir enseigné l'évolutionnisme dans un cours de biologie. Lors de ce procès, qui reçut une immense publicité, William Bryan, représentant l'Etat du Tennessee, fut soumis à un interrogatoire impitoyable par l'avocat de la défense, Clarence Darrow. John Scopes fut condamné, mais le jugement fut annulé pour vice de forme. William Bryan, pour sa part, mourut quelques jours après la fin du procès.

Un autre exemple d'opposition foncière entre les cultures – mais bien plus grave du point de vue de ses effets à l'échelle nationale – fut celui de la Prohibition. En 1919, après une agitation qui avait duré près d'un siècle, le Dix-huitième Amendement à la Constitution interdit la fabrication, la vente ou le transport de boissons alcoolisées sur tout le territoire des Etats-Unis. La Prohibition, censée faire dis-

paraître de la société américaine les *saloons* (bars) et les ivrognes, entraîna au contraire l'ouverture de milliers de débits de boisson clandestins, que l'on appelait les *speakeasies*. Elle donna lieu à une forme de délinquance de plus en plus rentable, le *bootlegging* (c'est ainsi que l'on désignait le transport et le commerce illicites de l'alcool). La Prohibition, considérée parfois comme «une noble expérience», fut finalement abolie en 1933.

Le lien sous-jacent qui unissait des phénomènes aussi disparates que le regain du fondamentalisme religieux et la Prohibition était une réaction contre la révolution sociale et intellectuelle d'une époque que l'on appela, selon les cas, l'âge du jazz, l'ère des excès, les années folles. Beaucoup étaient choqués par l'évolution des mœurs, de la morale et de la mode au sein de la jeunesse américaine, notamment sur les campus universitaires. Parmi de nombreux autres intellectuels, H.L. Mencken, journaliste et critique bien connu, fut acclamé comme un héros pour avoir dénoncé sans indulgence l'imposture et la vénalité de la vie américaine. En littérature, un écrivain comme F. Scott Fitzgerald réussit à décrire le dynamisme, l'effervescence et le désenchantement des années vingt dans ses nouvelles et ses romans, tels que *Gatsby le Magnifique*.

Fitzgerald faisait partie d'un petit mouvement très influent d'écrivains et d'intellectuels, connu sous le nom de «la génération perdue» ; bouleversés par les carnages de la Première Guerre mondiale et mécontents de ce qu'ils considéraient comme le matérialisme et la vacuité spirituelle de la vie aux Etats-Unis, nombre d'entre eux – comme l'écrivain Ernest Hemingway, le plus célèbre membre du groupe – quittèrent leur pays pour venir vivre en exil à Paris.

Les Afro-Américains participaient eux aussi de cet esprit d'introspection nationale. Entre 1910 et 1930, une migration massive entraîna les Noirs américains du Sud vers le Nord ; elle atteignit son point culminant en 1915-1916. La plupart s'installèrent dans des villes comme Detroit et Chicago, qui leur offraient des possibilités d'embauche et une plus grande liberté individuelle que le Sud rural. En 1910, W.E.B. Du Bois et d'autres intellectuels fondèrent la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP).

Cette association pour le progrès des gens de couleur aidait les Noirs américains à faire entendre leur voix à l'échelon national et à acquérir une influence qui n'allait cesser de grandir au fil des années.

Simultanément, on vit apparaître un mouvement littéraire et artistique afro-américain appelé «Renaissance de Harlem». Comme la «génération perdue», ce groupe qui comptait des écrivains tels que Langston Hughes rejetait les valeurs de la classe moyenne et les formes littéraires traditionnelles, alors même qu'il décrivait les réalités de la vie américaine.

**LA GRANDE
CRISE**

En octobre 1929, la Bourse s'effondra. Les titres perdirent en moyenne 40 % de leur valeur. Même après le krach, les hommes politiques et les industriels continuèrent à faire des prévisions optimistes sur l'économie nationale. Mais la crise s'intensifia, la confiance s'évanouit et nombreux furent ceux qui perdirent les économies de toute une vie. En 1933, la valeur des actions à la Bourse de New York ne représentait plus que le cinquième de ce qu'elle était en 1929. Les maisons de commerce firent faillite. Les usines fermèrent leurs portes et les banques leurs guichets. Le revenu des agriculteurs diminua de quelque 50 %. En 1932, un Américain sur quatre environ était sans emploi.

Le problème tenait à l'immense disparité entre la capacité de production du pays et les possibilités d'achat du consommateur. Du fait d'importantes innovations dans les techniques de fabrication, pendant et après la guerre, la production industrielle avait augmenté dans des proportions dépassant largement le pouvoir d'achat des agriculteurs et des salariés américains. L'épargne des classes moyenne et supérieure excédait toutes les possibilités d'investissement raisonnables. Elle s'était donc portée sur une spéculation frénétique, tant mobilière que foncière. L'effondrement de la Bourse n'avait été que l'une des nombreuses explosions qui avaient anéanti l'édifice fragile de la spéculation.

La campagne présidentielle de 1932 se ramena principalement à un débat sur les causes de la Grande Crise et

ses remèdes possibles. Herbert Hoover, qui avait eu la malchance d'entrer à la Maison-Blanche huit mois seulement avant la chute des cours, s'était battu inlassablement pour remettre en marche les rouages de l'industrie. Son adversaire démocrate, Franklin D. Roosevelt, déjà populaire lorsqu'il était gouverneur de l'Etat de New York pendant le début de la crise, alléguait qu'elle provenait de défauts sous-jacents inhérents à l'économie américaine et aggravés par la politique des républicains pendant les années 1920. Le président Hoover répliquait que l'économie était foncièrement saine mais avait été ébranlée par les répercussions d'une dépression mondiale, dont les causes remontaient à la guerre. Derrière ces discussions se dissimulaient manifestement deux philosophies totalement opposées : selon Hoover, il suffisait de faire confiance aux mécanismes naturels de la reprise, tandis que Roosevelt promettait d'utiliser l'autorité du gouvernement fédéral pour appliquer des remèdes expérimentaux audacieux.

Les élections donnèrent une victoire écrasante à Roosevelt qui obtint 22 800 000 voix, contre 15 700 000 pour Hoover. Les Etats-Unis se trouvaient au seuil d'une nouvelle ère de changements économiques et politiques.